



## Nouveau parti anticapitaliste

2, rue Richard Lenoir  
93 100 Montreuil  
[contact@poutou2012.org](mailto:contact@poutou2012.org)  
Tel : 01 48 70 42 30

Montreuil le 27 mars 2012

### Collectif National des Jeunes Urbanistes

29, rue Neuve  
91190 Gif-sur-Yvette

Monsieur,

Dans le cadre de cette élection présidentielle, nous présentons un programme de mesures d'urgence axé sur les priorités sociales économiques et écologiques (suppression du fardeau de la dette, répartition des richesses, préservation de l'environnement). Ce programme n'est qu'une première réponse à la crise de surproduction de la société capitaliste. Il s'inscrit dans une réflexion plus globale sur l'idée d'une société alternative où la recherche de profit n'est plus le moteur des relations humaines et politiques.

Le texte intitulé « nos réponses à la crise », adopté par le congrès du NPA, donne plus de perspectives sur la sortie du capitalisme pour *engager une transition écologique et sociale en rupture avec le capitalisme et le productivisme*.

Concernant l'aménagement du territoire pour répondre aux besoins urgents de la population :

- Le droit au logement doit s'appliquer au plus vite, pour cela nous proposons: *la réquisition des logements vides, la construction de 200 000 logements sociaux par an, l'arrêt des ventes de HLM, la renationalisation des HLM vendus et le blocage des loyers pour les limiter à 20 % du revenu.*
- Nous voulons également *développer massivement des transports en commun gratuits et publics, de proximité et de qualité et rapprocher habitations et lieux de travail.*
- Face à la crise environnementale, nous exigeons *la réquisition et la mise sous contrôle des grands groupes de l'énergie, et la sortie du nucléaire en 10 ans.*

L'urgence de stopper l'énorme gaspillage des ressources énergétiques et territoriale (par l'étalement urbain) nous impose *la mise en place de mécanismes de planification démocratique* pour sortir des contraintes des marchés tant au niveau énergétique qu'au niveau des moyens de transports. Le rapprochement entre domiciles et lieux de travail, ainsi que le développement de moyens de transports alternatifs aux transports routiers doivent être les axes de transformation de notre espace de vie.

Concernant le monde rural, la mise en place de véritables services publics accessibles à tous doit permettre de rééquilibrer les territoires. La réorientation de la production agricole vers une agriculture non productiviste doit également participer à la mutation environnementale, et ainsi favoriser la réapparition de la diversité de paysages et de modes d'habitat en lien avec la géographie des territoires.

Sur les questions concernant le développement urbain et l'environnement, nos propositions sont en rupture avec l'actuelle mise en concurrence des territoires et des pays. Nous exigeons une réelle démocratie où les populations soient directement décisionnaires sur les questions qui les concernent, que ce soit à l'échelon local comme au niveau national et européen. La mutualisation des services mis en œuvre par les communes ne doit pas se faire en dehors de tout contrôle des premiers intéressés comme c'est bien souvent le cas avec les intercommunalités.

Sur tous ces sujets, nous devons nous appuyer sur de nombreuses expériences socioéconomiques alternatives, qui essayent de faire vivre des liens d'échange et de production en dehors de tout rapport marchand.

Les questions particulières de statuts des urbanistes ou de droit de la construction ne sont pas détaillées dans notre programme car ils s'inscrivent dans des problématiques qui doivent être discutées dans le cadre d'une rupture avec les institutions nationales et européennes.

Nous vous invitons d'ailleurs à participer aux divers mouvements sociaux, discussions et luttes pour défendre vos préoccupations spécifiques d'acteurs de l'espace bâti et à bâtir.

Recevez, Monsieur, nos respectueuses salutations.